

Question d'Europe
n°309
14 avril 2014

Elections européennes 2014 : Vers « une » extrême droite européenne ?

Magali Balent
et Corinne Deloy

Résumé :

La perspective d'une progression des partis d'extrême droite aux prochaines élections européennes de mai 2014 alimente les débats médiatiques et fait naître la crainte qu'ils soient en mesure de bloquer les décisions au sein du Parlement et, par conséquent, le fonctionnement de l'Union européenne. L'objectif est de vérifier la crédibilité d'un tel scénario. Pour ce faire, cette étude entend analyser la cohérence idéologique de cette « famille » politique et la séduction qu'elle exerce sur les opinions publiques européennes pour mieux évaluer les possibilités d'une poussée électorale de ces partis au Parlement européen et la création d'un groupe parlementaire qui leur permettrait de peser davantage dans les débats et de mieux défendre leurs idées. L'hypothèse est que, même si la montée en puissance électorale des partis d'extrême droite nationalistes aux élections européennes est probable, cela ne doit pas conduire à surestimer son impact sur les équilibres politiques du futur Parlement européen.

INTRODUCTION

Un sondage IFOP du 4 avril 2014 en France crédite le Front national (FN) de 22% d'intentions de vote aux élections européennes de mai prochain le plaçant en deuxième position derrière l'Union pour un mouvement populaire (UMP) (24%) mais devant le Parti socialiste (PS) (19%), pronostiquant ainsi un résultat 5 fois plus élevé qu'il y a 5 ans. En Autriche, un sondage d'Unique Research du 4 avril 2014 prédit 19% d'intentions de vote en faveur du FPÖ, tandis qu'un sondage YouGov du 6 avril 2014 au Royaume-Uni met l'UKIP à 40%.

Dans un contexte économique et social déprimé qui fragilise l'Union européenne vis-à-vis de ses citoyens et à l'heure où les enjeux identitaires se réveillent et alertent les opinions publiques, le scénario d'un renforcement des partis d'extrême droite au Parlement européen prend corps et apparaît comme une éventualité de plus en plus crédible.

Si une telle perspective se confirmait à l'issue du scrutin, ces partis auraient-ils pour autant les moyens d'être influents au sein de l'Assemblée de Strasbourg et par conséquent de représenter un contre-pouvoir nuisible pour l'Union européenne ? Cette question suppose qu'ils parviennent à s'unir en un seul et même

groupe, ce qu'ils n'ont pas réussi à faire de façon durable jusqu'à présent.

Après une brève analyse de ce qui rapproche et distingue les partis d'extrême droite européens sur le plan idéologique et historique, nous discuterons des perspectives de ces partis à l'issue des élections européennes.

I – LES EXTRÊMES DROITES EN EUROPE : UNIES DANS LA DIVERSITÉ ?

1) Un discours d'opposition à l'Union européenne qui surfe sur une crise identitaire

- L'extrême droite européenne boostée par l'euroscpticisme ambiant

Les partis classés à l'extrême droite partagent une même conception de l'Union européenne qu'ils identifient sans retenue à une organisation inefficace, responsable du déclin économique des Etats-membres. L'euro est perçu comme le premier responsable de ce naufrage économique européen, comme le prouverait, selon les partis d'extrême droite, le fait que la zone euro ait la croissance la plus faible et le chômage le plus élevé au monde. C'est pourquoi certains partis

envisagent la sortie de l'euro comme la seule solution pour sauver leur pays de la faillite. Deux membres de la Ligue du Nord, Matteo Salvini, Secrétaire fédéral, et Claudio Borghi Aquilini, ont rassemblé leurs arguments dans un ouvrage intitulé *Basta Euro* paru en 2014 dans lequel ils expliquent par le menu pourquoi le retour à la politique monétaire nationale est selon eux nécessaire pour sauver l'Italie de la ruine et répondre aux besoins des populations en matière d'emploi, accusant également l'euro d'être l'auteur de la disparition de milliers d'emplois industriels [1].

En outre, l'Union européenne est perçue comme un outil dictatorial aux mains des Etats européens les plus puissants et, plus particulièrement, de l'Allemagne, accusée à cette occasion de dicter ses exigences, rappelant ici que l'antigermanisme est une constante caractérisant le discours de plusieurs partis d'extrême droite. Pour la Ligue du Nord, l'Union européenne serait ainsi la « propriété des Allemands, des Français et des grands financiers » [2] tandis que pour le FN, la tâche prioritaire est de défendre « la liberté de la France contre les exigences européennes édictées par les Allemands et, derrière eux, par l'impérialisme américain » [3]. Dans une récente interview accordée au site du Vlaams Belang, Geert Wilders, dirigeant du parti de la liberté (PVV) aux Pays-Bas, précisait qu'il ne souhaitait pas que les Pays-Bas continuent d'être soumis au « diktat » de l'Union européenne [4]. Ces accusations ciblent particulièrement l'accord de libre-échange discuté entre l'Europe et les Etats-Unis ainsi que « les contrats européens d'austérité que l'Allemagne de Mme Merkel veut imposer aux pays de la zone euro » [5].

Enfin, l'Union européenne est pensée comme une structure dont la raison d'être serait le démantèlement des Etats-nations. Le FN parle à cette occasion d'un « rouleau compresseur antinational » [6] en stigmatisant plus particulièrement l'ouverture des frontières qui introduit une concurrence déloyale entre les Etats en orientant les salaires à la baisse et menace les identités nationales en les confrontant à d'autres cultures jugées incompatibles avec la culture d'accueil. Or cette évolution est considérée comme une imposture puisque, explique le programme du FPÖ « le destin de l'Europe doit s'appuyer sur la libre organisation de ses Etats » et parce que « le but de l'intégration européenne est de rassembler une communauté d'Etats qui forment l'Europe géographique, spirituelle et

culturelle, et qui sont unis par les valeurs occidentales, l'héritage culturel et les traditions des peuples européens » [7]. Dans l'imaginaire des partis d'extrême droite, l'Union européenne ne peut donc reposer que sur une confédération d'Etats souverains qui partagent une origine commune et appartiennent à la même aire civilisationnelle. Toute autre forme d'organisation ne peut qu'être le produit d'un complot ourdi par les élites pour détruire les nations et les peuples et construire sur leurs ruines un espace mondialisé sans frontières. C'est pourquoi il est primordial pour le parti de l'indépendance du Royaume-Uni (UKIP) de rendre au pays ses pouvoirs souverains, notamment celui de contrôler les frontières nationales, en sortant de l'Union [8]. Ainsi de manière assez paradoxale, le repli sur le cocon national protecteur apparaît comme la solution miracle pour affronter les défis d'un monde qui s'ouvre.

A bien des égards, les positionnements et arguments formulés par ces partis peuvent paraître réducteurs, simplifiant le réel et réduisant les rapports de force européens à l'affrontement entre deux camps inconciliables, les souverainistes d'un côté et les internationalistes de l'autre. Et pourtant, dans le contexte d'euroscpticisme croissant nourri par la crise économique et financière, et par les défaillances de l'Union européenne face à elle, ces discours d'extrême droite parviennent à séduire une opinion publique désenchantée qui ne croit plus dans les propositions des partis traditionnels et se méfie du projet européen qui lui échappe. Les préoccupations et inquiétudes des populations rencontrent celles formulées par l'extrême droite. La dernière étude Eurobaromètre publiée en décembre 2013 a en effet révélé la dégradation de l'image de l'Union, positive pour seulement 31% des personnes interrogées alors qu'ils étaient 48% au printemps 2008. En outre, ils sont 66% à considérer que leur voix ne compte pas en Europe et 43% à se déclarer pessimistes sur le futur de l'Union [9]. On comprend mieux pourquoi les mots utilisés par les partis extrémistes séduisent une opinion publique fragilisée et par conséquent plus réceptive. Selon le baromètre de l'image du FN réalisé en février 2014 par l'institut TNS Sofres, le taux d'adhésion aux idées du FN serait de 34% [10] !

- L'extrême droite européenne soudée dans une même obsession identitaire

Les partis d'extrême droite s'entendent également dans une même approche identitaire des enjeux politiques

1. Claudio Borghi Aquilini, *Come uscire dall'incubo. 31 domande 31 risposte. La verità che nessuno ti dice, Lega Nord*, février 2014, http://www.bastaeuro.org/docs/BastaEuro_comeusciredaincubo.pdf

2. Ibid.

3. Vœux de M. Le Pen à la presse, 7 janvier 2014, <http://www.frontnational.com/videos/voeux-de-marine-le-pen-a-la-presse/>

4. G. Wilders, "Nous sommes tous des Flamands!", 2 mars 2014, <http://www.vlaamsbelang.org/interviews/33/>

5. op.cit.

6. Cité in *Le Figaro*, 27 janvier 2014, <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2014/01/27/97001-20140127FILWWW00398-le-fn-a-l-ambition-de-bloquer-l-ue-philippot.php>

7. Programme du FPÖ, adopté lors du congrès du parti le 18 juin 2011, http://www.fpoe.at/fileadmin/Content/portal/PDFs/_dokumente/2011_graz_parteiprogramm_englisch_web.pdf, p. 17.

8. Programme de l'UKIP, <http://www.ukip.org/issues>

9. Eurobaromètre Standard 80, http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/eb/eb80/eb80_first_fr.pdf

10. Baromètre d'image du Front national, février 2014, <http://www.tns-sofres.com/sites/default/files/2014.02.12-baro-fn.pdf>

et sociétaux qu'ils ramènent systématiquement à cette dimension. La défense identitaire de la nation constitue en effet la finalité de leur programme politique, qu'ils définissent selon des critères ethnoculturels davantage que politiques. La survie de la nation dépend donc de la capacité de celle-ci à conserver son héritage ancestral – historique, culturel, ethnique – et à préserver sa spécificité identitaire qui en fait une entité unique et éternelle. Dès lors, toute altération de cet héritage par l'intégration de populations perçues comme culturellement incompatibles conduit inévitablement, selon ces partis, à la mise à mort de la nation. Voilà pourquoi ils perçoivent globalement l'immigration et la « dérive multiculturelle » de leur nation comme une source majeure de dénaturation identitaire. Le FPÖ spécifie cependant dans son programme que « seuls les immigrés qui parlent l'allemand, qui reconnaissent nos valeurs et nos lois et partagent notre culture peuvent être autorisés à rester sur le territoire et à demander la citoyenneté autrichienne » [11]. Certains de ces partis, qui opèrent une modération de leur discours en vue d'une dédramatisation, ont ceci en commun qu'ils ne condamnent plus l'immigration en tant que tel mais les seuls immigrés non européens qu'ils estiment potentiellement incapables de s'intégrer à la nation.

C'est la raison pour laquelle ces partis identifient l'immigration en provenance des pays musulmans – qui représente dorénavant l'essentiel de l'immigration non-européenne dans les pays d'Europe – comme la menace principale. Cette focalisation sur le danger musulman, réveillé par les attentats du 11 septembre 2001 et l'essor de l'islamisme radical, s'exprime tout particulièrement dans les pays du nord de l'Europe longtemps préservés de toute forme d'immigration, comme aux Pays-Bas, où « le débat tourne autour de la compatibilité de l'islam avec les principes fondamentaux du vivre-ensemble néerlandais : liberté d'expression, pluralisme religieux, séparation des églises et de l'Etat, égalité des sexes » [12]. En Norvège, Etat confessionnel non membre de l'Union européenne où 86% de la population se rattachent au protestantisme luthérien, l'immigration musulmane crée des tensions, non pas sur le marché de l'emploi dans un pays où le taux de chômage est le plus faible d'Europe, mais au sein de la société. Ainsi le Parti du Progrès, qui participe au gouvernement, vitupère « les exigences des Musulmans [qui] arrivent les unes après les autres : nourriture halal en prison, jours fériés religieux, cours de gym séparés »,

insinuant que les minorités musulmanes pourraient profondément altérer l'identité norvégienne [13]. Cette focalisation sur le danger musulman n'est pourtant pas le propre des partis extrémistes d'Europe du Nord. Les propos de Marine Le Pen lors de la campagne présidentielle française en 2012, sur « les prières de rue » dans certains quartiers urbains comparées à une « occupation étrangère », ou sur l'atteinte à la laïcité causée par l'apparition des « mosquées cathédrales » en attestent.

Là encore, force est de reconnaître que si ce discours fonctionne et séduit, c'est parce qu'il rencontre un écho dans les populations européennes, bien au-delà des cercles traditionnels de l'extrême droite. Les thèmes qu'il développe sont considérés comme essentiels aux yeux d'une part grandissante des citoyens européens. Le baromètre de confiance politique publié chaque début d'année par le CEVIPOF en France fournit quelques enseignements à cet égard : en janvier 2014, 67% des Français interrogés (contre 49% en décembre 2009) affirmaient qu'il y avait trop d'immigrés en France [14]. L'enquête Ipsos sur « les nouvelles fractures françaises » publiées en janvier 2013 montre que 74% des personnes interrogées considèrent que la religion musulmane n'est pas compatible avec les valeurs de la société française, 80% soutiennent qu'elle cherche à imposer son mode de fonctionnement aux autres [15]. Une étude du MPI (Migration Policy Institute) publiée en mai 2013, souligne les mêmes craintes à une échelle européenne plus globale et confirme que l'intégration des musulmans constitue un débat majeur dans les pays européens depuis les attentats du 11 septembre. Ainsi une majorité d'Européens a l'impression que les musulmans ne sont effectivement pas parvenus à s'intégrer et vont inévitablement transformer le paysage religieux et culturel des pays européens [16].

Pourtant, cette même stigmatisation de l'Union européenne et cette même préoccupation affichée à l'égard de la dénaturation identitaire de leur nation ne doivent pas masquer que ces partis ne forment pas un bloc uni tant sur le plan historique qu'idéologique.

2) Des divergences idéologiques et historiques profondes

- Des héritages spécifiques ancrés dans des particularismes nationaux

En premier lieu, la « famille » des partis d'extrême

11. *Op.cit.*, p. 5.

12. C. de Voogd, « Pays-Bas : la tentation populiste », Note de la Fondapol, mai 2010, p. 21.

13. Voir à ce sujet S. Kovacs, « L'immigration commence à être perçue comme un danger », *Le Monde*, 28 juillet 2011.

14. Le baromètre de la confiance politique, Enquête réalisée par le CEVIPOF, vague 5, janvier 2014, <http://www.cevipof.com/fr/le-barometre-de-la-confiance-politique-du-cevipof/les-resultats-vague-5-janvier-2014/>, p. 55.

15. France 2013 : Les nouvelles fractures, Enquête réalisée par IPSOS et CGI Business Consulting, janvier 2013, <http://www.ipsos.fr/ipsos-public-affairs/actualites/2013-01-24-france-2013-nouvelles-fractures>

16. M. Benton and A. Nielsen, "Integrating Europe's Muslim Minorities : Public Anxieties, Policy Responses", Publications du Migration Policy Institute, 10 mai 2013, <http://www.migrationpolicy.org/article/integrating-europes-muslim-minorities-public-anxieties-policy-responses>.

droite européens possède des origines très diverses. Certains partis sont des héritiers de l'extrême droite traditionnelle la plus radicale qui assume une continuité idéologique et historique avec le fascisme et les thèses raciales : c'est le cas des Démocrates suédois, héritiers directs de Gardons la Suède suédoise (BSS) aux valeurs néo-nazies ; c'est le cas du FN des années 70 fondé par d'anciens vichyssois et nostalgiques du IIIe Reich ou du parti pour une meilleure Hongrie (Jobbik), qui reprend dès sa naissance en 2003 le drapeau utilisé par les fascistes hongrois des Croix fléchées, ou encore du British National Party (BNP) créé en 1982 par John Tyndall, un ancien nazi. D'autres partis se rattachent plutôt à une extrême droite modernisée et centrée dès l'origine sur des problématiques anti-fiscalistes et anti-immigrés : c'est le cas du Parti du Progrès norvégien créé en 1972, ou du Vlaams Belang belge (VB). Enfin, d'autres ne sont pas issus de l'extrême-droite mais viennent de la droite conservatrice ou libérale. Le Parti populaire danois (PPD) fondé en 1996 de la scission du Parti du Progrès de sensibilité libérale, le parti de la liberté (PVV) aux Pays-Bas issu du parti libéral populaire et démocrate en 2004, ou encore l'Union démocratique du centre (UDC) en Suisse qui se définit comme « moralement conservateur et économiquement libéral », illustrent cette dernière catégorie.

Ces multiples héritages associés aux spécificités nationales dans lesquelles s'enracinent ces partis nationalistes, déterminent des différences majeures entre ceux de ces partis qui expriment un nationalisme de type *völkisch*, définissant la nation comme une communauté de sang enracinée dans un substrat biologique, et ceux qui adhèrent à un nationalisme plus politique au sein d'Etats-nations soudés par une conscience politique commune. En Grèce, où l'identité nationale est restée figée dans le passé et qui doit faire face à une immigration illégale massive en provenance de Turquie (qui correspond à 90% des flux illégaux entrant dans l'Union européenne), le parti de l'Aube Dorée assume un programme qui défend un « nouveau type d'homme » et définit le peuple comme une synthèse qualitative d'hommes ayant le même héritage biologique et spirituel » [17]. Rien de tel dans les propos du FN de Marine Le Pen qui a souhaité une normalisation de son discours et opéré depuis 2006 – date à laquelle elle est devenue la directrice de campagne de son père pour l'élection présidentielle de 2007 – une greffe républicaine sur le vieux discours nationaliste du FN. Le discours de Valmy que Jean-

Marie Le Pen prononce dans ce cadre illustre cette évolution idéologique lorsqu'il s'adresse aux « Français d'origine étrangère » et les invite à « se fondre dans le creuset national et républicain, avec les mêmes droits, mais aussi les mêmes devoirs » [18]. Au Royaume-Uni, l'UKIP de Nigel Farage perçoit aussi l'immigration comme un danger politique et préconise de laisser entrer sur le territoire britannique les seuls immigrés qui peuvent s'assumer financièrement et faire preuve d'une affiliation à un régime de sécurité sociale [19].

- Des positionnements idéologiques variés

En matière de positionnement programmatique, l'extrême droite n'est pas non plus un bloc. Ainsi, alors que certains partis se concentrent sur des thèmes identitaires, d'autres font une place plus conséquente aux enjeux économiques. Le premier cas caractérise assez bien les partis scandinaves, tandis que la seconde catégorie désigne davantage les partis d'Europe du Sud (France, Italie) et d'Europe centrale (Autriche), les pays d'Europe orientale présentant un profil plus synthétique. La crise identitaire est particulièrement saillante dans les pays d'Europe scandinave marqués par ce qu'Erwan Lecœur appelle un « extrémisme de la prospérité » [20], qui caractérise également les Pays-Bas ou la Suisse, non-membre de l'Union européenne. Cette forme d'extrémisme s'impose dans des pays riches et prospères, considérés comme ouverts et tolérants. Ici pas de chômage massif ni de dégradation réelle du niveau de vie des citoyens, mais la peur de ces sociétés homogènes et hermétiques confrontées à l'afflux récent d'immigrés économiques et de réfugiés politiques issus de cultures différentes, de perdre leur âme et leurs particularismes culturels. Les partis extrémistes ont ainsi centré leur argumentaire depuis le début des années 90 sur le danger migratoire l'accusant de fragiliser les fondements de l'Etat-providence constitutif des sociétés scandinaves, de menacer l'homogénéité de l'identité nationale, qu'il s'agisse du « *danskhed* » ou de la « *finlandité* », et de conduire à une « dérive multiculturelle » [21]. Le coût économique et social de l'immigration est bien davantage présent, ainsi que les thématiques économiques en général dans le discours du FPÖ, de la Ligue du Nord ou du FN. Sans renoncer aux enjeux identitaires, leur discours porte en effet des problématiques économiques, s'adressant directement aux populations fragilisées par la crise et exclues des bienfaits de la mondialisation jusqu'alors plutôt séduites par les discours de gauche. C'est ainsi que le FN vient de remporter lors des élections

17. Cité in rubrique « Identité », Site de l'Aube Dorée, <http://www.xryshaygh.com/>

18. Cité par S. Crépon, *Enquête au cœur du nouveau Front national*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2012, p. 175.

19. Programme de l'UKIP en ligne, op.cit.

20. E. Lecœur, *Dictionnaire de l'extrême droite*, Paris, Larousse, 2007, p. 18.

21. Sur ce sujet, voir l'article d'Antoine Jacob, « L'Europe du Nord gagnée par le populisme de droite », *Politique Internationale*, n°127, printemps 2010, pp. 221-238.

municipales en mars 2014 plusieurs mairies dans des communes ouvrières ou populaires (Hénin-Beaumont, Villers-Cotterêts, Hayange, Beaucaire) marquées par un taux de chômage et de pauvreté supérieurs à la moyenne nationale. Ce qui n'a pas empêché Marine Le Pen, en visite à Beaucaire en février 2014, de revenir sur le terrain identitaire en affirmant : « j'aime aller à rabat [...] mais quand je vais à Beaucaire, je n'aime pas avoir le sentiment d'être à Rabat » [22].

De plus, si la dynamique anti-islam rassemble les partis d'Europe occidentale dans une même dénonciation de « l'islamisation rampante des sociétés européennes », celle-ci n'a pas de pertinence pour ces mêmes partis en Europe orientale non confrontée à une immigration massive en provenance des pays arabo-musulmans [23]. En revanche, ces pays sont le théâtre d'un enchevêtrement ethnique caractérisé et, par conséquent, de tensions fortes à l'égard des minorités ethniques, tout particulièrement les minorités juives, tsiganes et Roms. Le discours du Jobbik hongrois est à cet égard très éclairant. S'inscrivant dans la politique hongroise d'ouverture à l'Est, il exprime une réelle sympathie pour le monde musulman dont il loue l'attitude résistante à l'égard de la mondialisation, préférant concentrer ses attaques sur les membres juifs du Parlement hongrois « qui représentent un risque pour la sécurité nationale de la Hongrie » ou encore sur la « criminalité tzigane » [24]. Cette divergence n'est pas sans rappeler que ces partis restent fondamentalement nationalistes et, par conséquent, focalisés sur des problématiques nationales qui orientent leurs discours. Ainsi, qu'il développe une rhétorique anti-immigrés ou anti-minorités, le discours des partis d'extrême droite européens procède toujours de la désignation d'un ennemi principal décrit comme un péril pour leur nation et sa survie. Les ressorts restent en somme identiques.

Dans ces conditions, la perspective de constitution d'un groupe parlementaire d'extrême droite à l'issue des élections européennes de mai 2014 pour la 8e législature du Parlement européen, est-elle crédible ?

II – L'EXTRÊME DROITE AU PARLEMENT EUROPÉEN : UNE PROGRESSION ANNONCÉE

En 1994, le vote en faveur de l'extrême droite s'élevait à 7,7% des voix ; il atteignait 8,1% dix ans plus tard – son record à ce jour –, et 6,6% en 2009. Ces

résultats s'expliquent en partie par le mode de scrutin proportionnel en vigueur pour la désignation des députés européens qui permet en effet une expression plus accentuée des mécontentements.

Les résultats des derniers scrutins au sein des Etats membres et les enquêtes d'opinion témoignant d'une hausse de la méfiance à l'égard de l'Union européenne le montrent : les partis d'extrême droite pourraient réaliser une percée aux prochaines élections européennes. Ainsi, ils pourraient arriver dans le peloton de tête du scrutin en France (FN) et au Royaume-Uni (UKIP), ou recueillir un grand nombre de voix en Autriche (FPÖ), en Grèce (Aube dorée), en Italie (Ligue du Nord), en Finlande (Vrais Finlandais) et aux Pays-Bas (PVV).

Les élections européennes des 22-25 mai prochains devraient donc conduire à un renforcement de la représentation de l'extrême droite au parlement de Strasbourg. Selon les prévisions, à deux mois du scrutin, cette tendance politique pourrait leur permettre de gagner environ 30 députés supplémentaires (elle en compte 47 actuellement). Car si beaucoup de partis devraient enregistrer une hausse, les 12 Etats membres susceptibles d'envoyer des députés d'extrême droite au Parlement européen sont de « petits » pays qui possèdent un faible nombre de sièges (13 sièges pour la Slovaquie, la Finlande, le Danemark ; 17 pour la Bulgarie ; 18 pour l'Autriche). Parmi eux, seuls la France, le Royaume-Uni et la Pologne possèdent plus de 50 sièges à Strasbourg. Selon les enquêtes d'opinion, dans l'Hexagone, le FN pourrait remporter une quinzaine de sièges (soit cinq fois qu'il n'en possède à ce jour) ; l'UKIP pourrait doubler son nombre de députés (de 9 à 20). Le PVV pourrait obtenir 5 sièges aux Pays-Bas, la Ligue du Nord, le Jobbik et le FPÖ 4 sièges chacun et le Parti du peuple danois (DP) et Pour l'ordre et la justice (TT) en Lituanie, 3 (voir annexe).

La décision le 26 février dernier de la Cour constitutionnelle allemande de Karlsruhe de supprimer l'obligation pour un parti de recueillir au moins 3% des suffrages pour obtenir des députés à Strasbourg pourrait également permettre au Parti national-démocrate (NPD) d'entrer au Parlement européen.

1) Un groupe divisé en quête d'intégration

Disparates, les 47 députés d'extrême droite se répartissent actuellement en deux groupes au

22. Cité in G. Mollaret, « A Beaucaire, on n'est pas au bled », *Le Figaro*, 1er avril 2014, p. 9.

23. Le rapport 2011 du Pew Research Center sur « Le futur des populations musulmanes » indique que la population musulmane dans les pays d'Europe orientale (correspondant aux nouveaux pays entrants dans l'UE après 2004 à l'exception de Malte, de la Bulgarie et de la Croatie) représente moins de 0,5% de la population nationale. « The Future of the Global Muslim Population », Pew Research Center, janvier 2011, http://www.euro-muslims.eu/future_global.pdf, p. 132.

24. Propos recueillis par C. Léotard, « Une extrême droite qui n'exècre pas l'islam », *Le Monde diplomatique*, avril 2014, p. 7.

Parlement européen : 26 appartiennent au groupe Europe, libertés, démocratie (ELD) tandis que 21 siègent parmi les non-inscrits. Leur manque de cohésion et donc leur incapacité à former des coalitions constituent pour eux un handicap certain au sein d'une institution qui fonctionne essentiellement sur la base de la négociation et du compromis.

En novembre 2013, plusieurs partis (PVV, FPÖ, FN, Vlaams Belang, Démocrates suédois et Parti national slovaque (SNS)) ont décidé de s'allier dans la perspective du scrutin européen de mai 2014 afin de parvenir à former un groupe dans le futur parlement. Cette union a suscité de nombreuses interrogations en raison des différences idéologiques, parfois importantes, qui existent entre ces différents partis. Si tous partagent le désir de voir leur pays quitter l'Union européenne et sont fermement opposés à l'immigration, ils diffèrent sur plusieurs sujets, par exemple le rapport à Israël ou l'homosexualité (le FN est opposé au PVV qui soutient l'Etat juif et est favorable au mariage entre personnes de même sexe). Le 7 décembre 2013, les membres de plusieurs de ces partis se sont rassemblés à Vienne à l'invitation du FPÖ sous le slogan « Une Europe libre ».

Les Vrais Finlandais (PS) et le Parti du peuple danois, plus libéraux, ont critiqué le rapprochement de ces partis d'extrême droite. L'UKIP a refusé *a priori* toute alliance avec elles.

Pour parvenir à former un groupe dans l'assemblée de Strasbourg, les partis d'extrême droite devront rassembler un minimum de 25 députés issus d'au moins un quart des États membres (soit 7 pays). Un groupe parlementaire leur permettrait de peser sur les débats et de mieux défendre leurs idées, mais aussi de disposer d'un temps de parole proportionnel à leur taille ainsi que des moyens alloués à tout groupe par le parlement: des collaborateurs, des bureaux, un secrétariat, des salles, des budgets de traduction et de communication.

2) L'impossible union ?

L'extrême droite a, à plusieurs reprises, tenté de se regrouper au Parlement européen. Entre 1984 et 1989, le groupe des droites européennes, dirigé par Jean-Marie Le Pen, a rassemblé 17 députés issus de 4 partis. Dissous en 1989, le groupe des droites européennes lui a succédé entre 1989 et 1994 (17 députés de 3 Etats

membres) encore dirigé par Jean-Marie Le Pen. Enfin, en janvier 2007, Identité, tradition, souveraineté a regroupé 23 députés issus de 7 pays mais le groupe s'est dissous au bout de quelques mois à la suite de dissensions entre Alternative sociale (AS) et le Parti de la grande Roumanie (PRM).

Il est donc difficile pour des partis nationalistes de s'unir au niveau supranational. « Au niveau européen, les eurosceptiques ne sont pas vraiment la somme de leurs partis » indique Paul Taggart, professeur de sciences politiques de l'université d'Essex. Sur le site Vote Watch qui rend publiques les données des présences, des votes et des activités des députés européens à Strasbourg, on peut constater que le taux de participation et surtout de cohésion des élus d'extrême droite est plus faible que celui des autres partis au sein du Parlement : 48,9% en moyenne pour Europe, libertés et démocratie (ELD) pour 83,1% en moyenne (94,6% pour le groupe des Verts/Alliance libre européenne (ALE) et 92,5% pour le Parti populaire européen, PPE). Les partis d'extrême droite possèdent chacun leur propre agenda ; leurs votes diffèrent sur de nombreux enjeux et ils ne se rejoignent que sur quelques questions spécifiques comme l'immigration ou l'intégration européenne. Leurs divisions, leur désorganisation, leur manque de discipline et de position commune sur l'avenir de l'Europe les empêchent de s'accorder sur un programme politique.

Il y a quelques semaines, les partis nationalistes ont indiqué qu'ils ne présenteraient pas de candidat commun à la présidence de la Commission européenne. Le traité de Lisbonne oblige en effet le Conseil européen à tenir compte des résultats des élections européennes lorsqu'il choisira la personnalité qu'il souhaite voir accéder au poste de président de la Commission ; le candidat du Conseil sera ensuite soumis au vote des parlementaires [25]. « Nous ne nous abstenons pas de présenter un candidat parce que nous manquons de personnes compétentes mais parce que nous ne voulons pas tromper les citoyens. Il n'existe pas de liste européenne ou de candidat européen pour lequel les gens peuvent voter. Il ne s'agit que d'une recommandation que le Conseil n'est pas tenu de suivre. Nous ne voulons pas prendre part à cette démocratie fautive et malhonnête » a déclaré le député européen Franz Obermayr (AT, FPÖ) pour justifier ce choix [26]. Il semble toutefois que ce sont bien les querelles d'égo qui ont empêché la désignation d'un candidat.

25. L'article 17, paragraphe 7 du traité sur l'Union européenne précise : « En tenant compte des élections au parlement européen, et après avoir procédé aux consultations appropriées, le Conseil européen, statuant à la majorité qualifiée, propose au parlement européen un candidat à la fonction de président de la Commission. Ce candidat est élu par le parlement européen à la majorité des membres qui le composent. Si ce candidat ne recueille pas la majorité, le Conseil européen, statuant à la majorité qualifiée, propose, dans un délai d'un mois, un nouveau candidat, qui est élu par le parlement européen selon la même procédure ».

26. Site internet de l'Alliance européenne pour la liberté <http://www.eurallfree.org/?q=node/1465>

Le vote en faveur de l'extrême droite aux élections européennes et la volonté d'union de cette tendance politique ne sont pas choses nouvelles. En revanche, la capacité de certains partis d'extrême droite, en raison de l'évolution de leur positionnement idéologique (discours social et protectionniste et défense de l'Etat-providence et des principes d'un vivre ensemble européen – tolérance, liberté d'expression, égalité des sexes et émancipation des femmes, pluralisme, laïcité, etc.), à fédérer les mécontentements est à ce jour inédite. En outre, la démarche plus pragmatique de ces partis en quête de pouvoir pourrait leur permettre de taire certaines de leurs dissensions idéologiques, en valorisant ce qui les rassemble.

L'augmentation du nombre de leurs députés lors des élections de mai prochain devrait inciter les partis d'extrême droite à davantage s'engager au parlement de Strasbourg qu'ils utilisent plus souvent comme une tribune qui leur permet de se faire entendre et de s'opposer que comme un espace de travail et de proposition.

Le renforcement probable de l'extrême droite,

conséquence de la dispersion des votes, habituelle aux élections européennes, ne doit pourtant pas conduire à surestimer son impact sur les équilibres politiques du futur Parlement européen. Il aurait néanmoins comme conséquence de pousser le Parti populaire européen (PPE) et les Socialistes & démocrates,(S&D) voire l'Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe (ALDE) et Les Verts/Alliance libre européenne (ALE), à constituer des grandes coalitions de manière encore plus fréquente afin d'obtenir des majorités.

Magali BALENT

Chercheur et directrice des projets à la Fondation Robert Schuman

Corinne DELOY

Rédactrice de l'Observatoire des élections en Europe (OEE) de la Fondation Robert Schuman et chargée d'études au Centre d'études et de recherche à l'international (CERI) à Sciences Po.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :

www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.

ANNEXE

Groupe Europe, libertés, démocratie [27] au 2 avril 2014

Parti	Nombre de députés européens
Frank Vanhecke, ancien membre du Vlaams Belang (VB)	1
Parti populaire danois (DF)	1
Vrais Finlandais (PS)	1
Alerte populaire orthodoxe (Laos)	2
Ligue du Nord (LN)	9
Pour l'ordre et la justice (TT)	2
Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni (UKIP)	9
Parti national slovaque (SNS)	1
Total	26

non-inscrits [28] au 2 avril 2014

Parti	Nombre de députés européens
Parti de la liberté (FPÖ)	2
Vlaams Belang (VB)	2
Ataka (A)	2
Front national (FN)	3
Mouvement pour une meilleure Hongrie (Jobbik)	3
Parti de la Grande Roumanie (PRM)	3
Parti national britannique (BNP)	2
Parti de la liberté (PVV)	4
Total	21

Prévisions de vote pour les élections des 22-25 mai 2014 (en %)

Parti	Prévisions de voix	Nombre éventuel de députés
Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni (UKIP)	24,7	20
Front national (FN)	21,5	18
Parti de la liberté (PVV)	16	5
Ligue du Nord (LN)	4,2	4
Aube dorée (CA)	10,7	2
Parti populaire danois (DF)	24	3
Démocrates suédois (DS)	10	2
Parti national slovaque (SNS)	4,4	1
Vlaams Belang (VB)	4,6	1
Parti de la liberté (FPÖ)	21	4
Mouvement pour une meilleure Hongrie (Jobbik)	16	4
Ataka (A)	4,6	1
Pour l'ordre et la justice (TT)	20	3
Vrais Finlandais (PS)	18	3
Total		71

27. Seuls les partis d'extrême droite sont indiqués ici.

28. Seuls les partis d'extrême droite sont indiqués ici.